MODÈLE DE LETTRE — MISE EN DEMEURE DE L'ASSUREUR

Offre tardive, incomplète ou paiement en retard — articles L. 211-13 et L. 211-17 du code des assurances

Quand l'assureur laisse passer son délai d'offre, l'indemnité produit **de plein droit intérêt au double du taux légal** (article L. 211-13 du code des assurances). Aucune mise en demeure n'est nécessaire pour que cette pénalité coure : cette lettre ne la déclenche pas, elle **la réclame**. Elle date votre position et sera la première pièce du dossier si vous devez saisir le juge.

Deux variantes : **A** si l'offre n'est pas arrivée dans le délai, ou si elle est incomplète ou manifestement insuffisante ; **B** si vous avez accepté une offre et que le paiement tarde. Gardez celle qui correspond à votre situation, supprimez l'autre ainsi que les mentions en italique.

À envoyer en **recommandé avec avis de réception** (ou en recommandé électronique).

[Votre Prénom et Nom]
[Votre Adresse complète]
[Votre Numéro de téléphone]
[Votre Adresse e-mail]

[Nom de la compagnie d'assurance]
Service Sinistres — Dommages corporels
[Adresse complète de l'assureur]

À [Ville], le [Date]

Lettre recommandée avec demande d'avis de réception

Objet : Mise en demeure — [offre d'indemnisation non présentée dans le délai légal / paiement de l'indemnité en retard]
Références : sinistre n° [Référence] — accident de la circulation du [Date de l'accident] — votre assuré : [Nom]

Madame, Monsieur,

Variante A — offre absente, tardive, incomplète ou manifestement insuffisante

Le [Date du point de départ], [vous avez reçu ma demande d'indemnisation / vous avez été informé de la consolidation de mon état / est survenu l'accident dont j'ai été victime]. Le délai de [trois / cinq / huit] mois dont vous disposiez, en application de l'article L. 211-9 du code des assurances, pour me présenter une offre d'indemnité a expiré le [Date d'expiration].

À ce jour, [je n'ai reçu aucune offre / l'offre que vous m'avez adressée le [Date] ne comprend pas tous les éléments indemnisables de mon préjudice, notamment [postes omis] / l'offre que vous m'avez adressée le [Date] est manifestement insuffisante, notamment pour [postes concernés]].

En cas d'offre incomplète ou manifestement insuffisante

Selon une jurisprudence constante, une offre incomplète ou manifestement insuffisante équivaut à une absence d'offre : les intérêts courent comme si aucune offre n'avait été faite.

Suite de la variante A

En conséquence, je vous **mets en demeure** de me présenter, dans un délai de [quinze jours / un mois] à compter de la réception de la présente, une **offre complète et motivée**, comprenant tous les éléments indemnisables de mon préjudice.

Je vous rappelle qu'en application de l'article L. 211-13 du code des assurances, le montant de l'indemnité offerte par votre compagnie ou allouée par le juge produit **de plein droit intérêt au double**

du taux de l'intérêt légal à compter du [Date d'expiration du délai] et jusqu'au jour de l'offre ou du jugement devenu définitif. Je vous demande d'inclure ces intérêts dans votre offre.

Variante B — offre acceptée, paiement en retard

J'ai accepté votre offre d'indemnisation le [Date de signature de la transaction]. Le délai de dénonciation de quinze jours a expiré le [Date], et le paiement devait intervenir au plus tard le [Date d'expiration du délai de dénonciation + un mois], conformément à l'article L. 211-17 du code des assurances. À ce jour, [je n'ai reçu aucun paiement / je n'ai reçu qu'un paiement partiel de [montant] €].

Je vous **mets en demeure** de me régler la somme de [montant] € dans les huit jours de la réception de la présente. Je vous rappelle qu'en application du même article, les sommes non versées produisent **de plein droit intérêt au taux légal majoré de moitié** durant deux mois, puis **au double du taux légal**. Je vous demande de régler ces intérêts avec le principal.

Dans les deux cas

À défaut de réponse satisfaisante dans ce délai, je me réserve de saisir [le Médiateur de l'assurance / le juge des référés / le tribunal judiciaire] afin d'obtenir [une provision / le paiement des sommes dues / la fixation de mon indemnisation], ainsi que les intérêts prévus par la loi.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

[Votre Signature]
[Votre Prénom et Nom]

Pièces jointes : copie de [ma demande d'indemnisation / ma lettre de notification de consolidation / la transaction signée] et de son avis de réception ; [copie de l'offre reçue].

Conseils d'utilisation

- **Datez avant d'écrire.** Retrouvez le point de départ exact : réception de votre demande (trois mois), information de l'assureur sur votre consolidation (cinq mois), accident (huit mois). Le délai le plus favorable pour vous s'applique.
- **Calculez les intérêts à part.** Le taux de l'intérêt légal change chaque semestre, et une victime qui agit pour son propre compte relève du taux des particuliers, le plus élevé. Le calcul se fait période par période.
- **Le juge peut réduire la pénalité**, mais seulement pour des circonstances non imputables à l'assureur. Si vous avez tardé à transmettre les pièces demandées, attendez-vous à ce que l'assureur l'invoque.
- **Restez factuel et courtois** : le juge pourra lire cette lettre.
- **La pénalité ne corrige pas une offre trop basse.** Elle sanctionne le retard ; la valeur de chaque poste se discute par une contre-proposition chiffrée.
- **Si le cabinet vous assiste**, ajoutez la mention : « Je suis assisté(e) de Maître Joëlle Marteau-Péretié, avocate en dommage corporel. Tous courriers relatifs à mon indemnisation devront également lui être adressés. »
- Ce modèle est fourni à titre d'information ; il ne remplace pas l'analyse de votre dossier.